

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

Maya Kandel

chargée de mission au CAPS

novembre 2019

Comment conserver les électeurs de Trump après Trump ? On peut présenter ainsi l'objectif de la cinquantaine d'intellectuels réunis pendant trois jours de juillet 2019 au Ritz-Carlton de Washington pour une conférence fondatrice sur le conservatisme national. Derrière cette initiative, on retrouve Yoram Hazony, auteur israélo-américain de *La vertu du nationalisme*, prix du livre conservateur 2019, et dont le CAPS a rendu compte dans une précédente note.

La véritable raison d'être de cette conférence, au-delà du prétexte de l'inauguration d'un nouveau think tank (la Edmund Burke Foundation, qui demeure à ce jour une coquille vide), était de donner une armature intellectuelle et un vernis de respectabilité au trumpisme. Ce terme désignait pour les participants les instincts de Donald Trump, qui lui ont permis de gagner l'élection et de conserver une popularité écrasante auprès des électeurs républicains (toujours plus de 80% dans toutes les enquêtes récentes), popularité qui explique l'adhésion des élus du Congrès, puisque leurs électeurs sont les mêmes. Il s'agissait bien de « théoriser à rebours le trumpisme » pour rénover le parti républicain afin de consolider la « coalition Trump » (socle électoral) et conserver le pouvoir.

L'objet de cette note est, dans un premier temps, de présenter les caractéristiques les plus marquantes de ce national-conservatisme américain en gestation : influence de la religion et notamment, de façon plus récente, des intellectuels catholiques ; réhabilitation du rôle de l'État, en particulier dans l'économie ; confusion sur la politique étrangère, tiraillée entre l'hostilité envers la Chine, le désir (ou l'habitude) de toute-puissance (suprématie / MAGA), et un fort courant réellement isolationniste.

Au-delà, il importe d'en évaluer la pertinence pour nous, afin de comprendre et anticiper l'évolution, y compris après Trump, d'un des deux grands partis américains. La note tente donc dans un deuxième temps d'évaluer le poids, l'influence et l'avenir de cette constellation nationaliste, et en particulier de déterminer quelles pourraient être les conséquences de ce « conservatisme national » pour la politique étrangère américaine en général, et son rapport à l'Europe en particulier. En effet, la principale question ouverte par l'élection de 2016, celle du rapport américain au monde et du rôle que les États-Unis entendent y jouer, demeure posée : Trump a détruit le consensus antérieur et provoqué le plus large débat américain sur la politique étrangère depuis des décennies ; mais ce débat n'est pas encore tranché, que ce soit dans l'opinion, au sein des deux grands partis, ou dans l'*establishment* de politique étrangère.

LA CONFÉRENCE SUR LE CONSERVATISME NATIONAL

Redéfinir le conservatisme américain

La conférence comme la notion de « conservatisme national » utilisée par les participants expriment la volonté de redéfinir le mouvement conservateur américain, armature intellectuelle du parti républicain (GOP). Mais en réalité, les participants aux trois jours de débats ont surtout semblé proposer une redéfinition du nationalisme américain, en accord avec l'évolution du socle électoral du parti, à commencer par Yoram Hazony dans un discours introductif particulièrement grandiloquent : « *Today is our independence day. We declare independence from neoconservatism. We declare independence from neoliberalism, from libertarianism, from what they call classical liberalism* ». Tous les participants ont exprimé la conviction que Trump avait su exploiter quelque chose

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

qui devait être pérennisé et opérationnalisé.

L'objectif de la conférence de donner une armature intellectuelle au trumpisme acte la mort de la fusion des trois piliers qui définissaient le conservatisme américain depuis 1945 : le « libertarisme » (partisan du libre marché mais plus encore, partisan d'un rôle minimal pour les pouvoirs publics en général, anti-étatisme ou « *anti-statiste* » dans la terminologie américaine des disciples de Ayn Rand) ; la droite religieuse (évangélique et, plus récemment, catholique) ; et en politique étrangère, les interventionnistes militaristes (néoconservateurs dans l'itération la plus récente du GOP post-guerre froide)¹. Les principales ruptures portent sur le rôle de l'État dans l'économie, et sur la politique étrangère (critique virulente de la politique étrangère de Bush fils). C'est la mort du parti de Reagan (ce que l'on savait déjà). Le pilier religieux demeure, voire devient dominant.

La réhabilitation du rôle de l'État

Sur le plan intérieur, l'aspect le plus frappant, symbole du rejet de Reagan (qui avait déclaré « le gouvernement n'est pas la solution à nos problèmes, le gouvernement est le problème »), a été la condamnation virulente du libertarisme, considéré comme responsable de tous les maux de la société (de la désindustrialisation à l'épidémie d'opioïdes et à la baisse de l'espérance de vie), en raison de la confiance abusive mise dans le rôle du marché : il faut comprendre ces attaques comme des condamnations du néolibéralisme, si l'on retranscrit dans un vocabulaire plus européen. A cet égard, le plus précis a été Tucker Carlson, animateur star de Fox News, coutumier des sorties xénophobes et populistes dans son émission quotidienne, proche de Trump avec qui il a franchi la ligne de démarcation vers la Corée du Nord (rappelons que c'est aussi suite à un appel de Carlson que Trump aurait annulé au dernier moment la frappe prévue sur l'Iran qui avait abattu un drone américain à l'été 2019). Carlson a ainsi déclaré que « la principale menace aujourd'hui contre le mode de vie américain ne vient plus du gouvernement, mais du secteur privé »². Il a cité les entreprises qui quittent les États américains aux législations les plus restrictives sur l'avortement, ou encore Oreo, icône américaine des biscuits pour enfants, qui a proposé une édition spéciale de ses cookies portant l'inscription « *choose your pronoun* » pour soutenir le mouvement LGBTQ. L'économiste Oren Cass a lui aussi plaidé pour une politique industrielle favorisant des champions réellement *nationaux*.

Carlson et plusieurs autres participants ont également cité – de façon positive – à plusieurs reprises le livre d'Elizabeth Warren *The Two-Income Trap* sur l'impossibilité aujourd'hui pour un ménage américain d'élever une famille avec un seul revenu. Il s'agissait pour les uns de pointer la baisse des revenus des classes moyennes et populaires en appelant à une politique industrielle visant à ramener les emplois aux États-Unis, pour les autres d'appeler à une politique nationale en faveur des familles (congé parental rémunéré). Ces mêmes intervenants ont convenu que la priorité n'était plus à la baisse des impôts : on peut voir là aussi un tournant de taille, la fin de l'influence de Grover Norquist (*Americans for Tax Reform*) sur le GOP. Jusqu'en 2012, son engagement (*pledge*) à ne pas augmenter les impôts et la taille de l'État était signé par 95% des candidats républicains au Congrès et tous les prétendants républicains à la présidentielle.

Plus largement, cette réhabilitation du rôle de l'État s'est manifestée surtout en faveur d'un nationalisme économique vigoureux et se déployant par tous les moyens, dans l'économie nationale mais aussi internationale, par le biais des sanctions.

Enfin, autre convergence avec Elizabeth Warren, l'appel à légiférer la « *Big Tech* », afin de casser des « monopoles qui limitent la liberté d'expression et cherchent à contrôler les esprits ». Sur ce point, on citera Peter Thiel, qui dans sa conférence introductive a accusé Google de trahison (« Google refuse de travailler pour le Pentagone, mais accepte de travailler pour les Chinois »), et exprimé le souhait que le FBI enquête sur l'entreprise, propos repris par Trump dans un tweet dès le lendemain. Dans cette perspective, il n'est pas étonnant que Warren soit la candidate démocrate que les républicains craignent le plus.

La constellation nationaliste

De manière synthétique, voici un rapide tour d'horizon des membres de cette constellation nationaliste :

- Yoram Hazony bien sûr; son collègue du Herzl Institute à Jérusalem Ofir Haivry, ainsi que le président de la nouvelle Edmund Burke Foundation, David Brog, ancien directeur de l'organisation *Christians United for Israel* ;

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

- d'autres personnalités plus anciennes du mouvement intellectuel conservateur américain, « convertis » (mais ne soyons pas dupes) comme Yuval Levin, aujourd'hui à l'*American Enterprise Institute* (AEI) et Rich Lowry ;

- la nébuleuse du *Claremont Institute* et de sa revue, avec les directeurs présents Ryan Williams et Charles Kesler; ainsi que plusieurs auteurs dont Christopher DeMuth (qui fut également directeur de l'AEI, antre du néoconservatisme) ;

- les deux autres think tanks les plus représentés étaient la *Heritage Foundation* et le *Hudson Institute* ;

- parmi les universitaires, la quasi-totalité venaient des universités conservatrices habituelles : George Mason, Hillsdale College, Notre Dame, mais aussi Claremont McKenna, haut lieu de la pensée politique conservatrice ;

- les quatre *keynotes* étaient Tucker Carlson (de loin le plus applaudi de toute la conférence), Peter Thiel (CEO de PayPal, seule star de la Silicon Valley pro-Trump), John Bolton (alors encore NSC, sans concession mais peu applaudi), et le sénateur Josh Hawley, le plus jeune sénateur actuel, trumpiste avec un vernis intellectuel (discours de clôture, dans lequel il n'a pas mentionné Trump !) ;

- les intellectuels et journalistes catholiques étaient fortement présents, notamment Patrick Deneen, auteur d'un livre remarqué sur l'échec du libéralisme (*Why Liberalism Failed*), Rusty Reno, très actif dans le comité d'organisation de la conférence et rédacteur en chef de la revue catholique *First Things*, ou encore Mary Eberstadt du *Faith & Reason Institute* ;

- parmi les autres personnalités, on peut aussi citer : Michael Anton (membre du NSC à la Maison Blanche en 2017, actif dans la rédaction de la stratégie de sécurité nationale – NSS), JD Vance (auteur de *Hillbilly Elegy*³) , ou l'économiste Oren Cass ;

- et enfin des représentants de publications trumpistes : John Carney de *Breitbart*, Julius Krein de *American Affairs*, Chris Buskirk (*American Greatness*).

En somme, l'écrasante majorité du mouvement intellectuel conservateur contemporain, y compris de nombreuses figures qui n'apprécient pas Trump mais se sont « ralliées » de manière plus ou moins sincère. Seule exception dans ce large spectre, les néoconservateurs ou *Never Trumpers*, ex-élite qui ressemble désormais, selon les mots de Jacob Heilbrunn, à « une réunion de la noblesse russe blanche à Paris après la Première guerre mondiale, rêvant d'un Ancien Régime disparu⁴ ».

UN NATIONALISME CHRÉTIEN POUR QUELLE POLITIQUE ÉTRANGÈRE ?

Récit national et « réveil religieux »

A la suite de Hazony, tous les intervenants ont insisté sur la nécessité de retrouver un récit national, à la limite de la réécriture de l'histoire américaine pour certains (voir Hazony et son rejet de Locke), récit fondé sur l'héritage anglo-saxon chrétien (voire judéo-chrétien) : la langue anglaise, le droit anglais (*common law*) et la Bible (*King James Bible*). Cette trilogie est invoquée également pour rejeter le nationalisme « *blood and soil* » et les suprémacistes blancs : dans son discours d'ouverture, le président, David Brog, a jugé bon de préciser que les organisateurs de la conférence avaient filtré toutes les inscriptions pour écarter les suprémacistes blancs, et a « montré la porte immédiatement » à ceux qui auraient réussi à être présents malgré tout⁵.

La référence à la religion, à la famille, aux petites communautés, et à Tocqueville, évoque les précédents « réveils religieux » qu'a connus le pays y compris avant son indépendance. Elle traduit aussi l'importance du vote religieux dans l'adhésion à Trump, et l'influence des courants évangéliques désormais totalement intégrée à la plate-forme du parti républicain.

Sur le plan intellectuel, la conférence et ses participants illustraient aussi la montée en puissance d'un phénomène plus récent, que la chercheuse et professeur Blandine Chelini-Pont (Université Aix-Marseille) a qualifié de « colonisation catholique de la droite américaine⁶ » : il y a en effet une matrice intellectuelle catholique réactionnaire de plus en plus présente au sein du mouvement conservateur américain contemporain, matrice qui s'est développée dans les années 2000, et illustrée par d'innombrables cas de convertis, comme Newt Gingrich, Paul Ryan ou

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

encore Jeb Bush. Cette influence se manifeste d'ailleurs aussi à la Cour Suprême qui compte aujourd'hui, sur neuf juges, cinq catholiques, trois juifs, et un protestant converti (né et élevé dans la religion catholique). Comme l'écrit Blandine Chelini-Pont, « La proportion de candidats catholiques et catholiques convertis parmi les républicains les plus puissants politiquement est finalement impressionnante. L'exemple de Gingrich incarne leur émergence, après l'absorption de la droite religieuse fondamentaliste et évangélique au sein du GOP (...). Elle montre en même temps le succès des thèses catholiques et de leurs réseaux dans la construction de l'idéologie conservatrice ». Newt Gingrich évoque ainsi dans ses livres la place essentielle que devrait avoir la religion dans la vie publique, proposant de « revenir sur la sécularisation trop forte des États-Unis ». Ces propos visent aussi à redéfinir les termes du débat politique et de l'affrontement avec les démocrates, comme l'exprime ainsi Gingrich : « En Amérique, les croyances religieuses ont été concurrencées par une élite culturelle qui essaye de créer une Amérique sécularisée, dans laquelle Dieu a été sorti de la vie publique ».

Conservatisme catholique et rejet du libéralisme : convergences et traductions à l'international

Qu'est-ce ce conservatisme catholique américain ? Pour citer à nouveau Blandine Chelini-Pont : « leurs idées reposent sur une relecture de l'ordre politique américain, dans ses origines mêmes, non plus comme un ordre libéral, mais comme un ordre républicain chrétien, qui en quelque sorte dénie à l'État sa sécularité à la fois idéologique et pratique, d'une part parce que cette sécularité provoque l'immoralité de la société civile et sa déliquescence au nom d'une lecture erronée et utilitariste de la liberté et de la vie privée, et deuxièmement, parce que cette sécularité est un travestissement des intentions des Pères fondateurs américains qui avaient placé leur pays sous la guidance de Dieu ». On voit bien ici la convergence avec les idées d'Hazony, exprimées dans son livre *La vertu du nationalisme*.

Au-delà, cette référence à la religion dans ce nationalisme chrétien permet aussi de rejeter les « nouveaux droits démocrates ». On en voit déjà la traduction dans la Commission sur les droits inaliénables créée début 2019 au département d'État par Pompeo, et qui compte essentiellement des personnalités représentants des organisations religieuses, notamment catholiques. Comme l'expliquait le nouveau directeur du « CAPS américain » (*Policy Planning*), Peter Berkowitz, il s'agit bien de faire le tri

entre des droits universels, et des « droits contingents imposés par des traités internationaux » ou par des minorités politiques⁷.

Cette matrice cherche déjà à se déployer à l'international, et l'on a ainsi vu le secrétaire d'État américain ouvrir un symposium au Vatican sur « le rôle des organisations religieuses dans les relations internationales », assorti de la proposition d'une nouvelle Alliance internationale pour la liberté religieuse. Pour mémoire, cette *International Religious Freedom Alliance* avait été annoncée en juillet dernier, et son lancement a été assuré par le président Trump lui-même lors de la réunion sur la liberté religieuse tenue en marge de la 74^e AGNU. On mentionnera enfin le discours du secrétaire d'État, mis en avant sur la page du département d'État en octobre 2019, sur la manière « d'être un dirigeant chrétien⁸ ».

Dès lors, on comprend mieux les références et le culte voué dans cette mouvance à Viktor Orban et sa définition de la démocratie illibérale comme démocratie chrétienne, qui, contrairement à la « démocratie libérale », n'aurait pas renié ses origines et fondations religieuses. Plusieurs discussions lors de la conférence ont attesté l'importance des liens transatlantiques établis par ces réseaux transnationaux catholiques, qui disposent de relais au Vatican, notamment à travers le Cardinal Burke, un temps proche de Steve Bannon avec qui il voulait créer un institut de formation (les deux ont depuis rompu)⁹.

Prisme civilisationniste et tentation isolationniste

Autre référence souvent invoquée, Samuel Huntington, celui du *Clash of Civilizations* mais aussi de *Who Are We*, son dernier livre en forme de réflexion mais aussi de testament personnel sur l'identité américaine, exprimant son inquiétude et son rejet de l'immigration hispanique de masse depuis 1965 et l'abrogation des lois des quotas des années 1920. Ces diverses influences se manifestent dans une vision du monde qui mêle la lecture civilisationniste de Huntington, le prisme « nationalistes contre globalistes » de Hazon, mais aussi l'obsession souverainiste de longue date de certains secteurs républicains et d'intellectuels comme ceux du *Claremont Institute*, dont le principe fondateur, rappelons-le, est qu'il faut « restaurer les principes de la fondation du pays » : la Constitution américaine est considérée comme la seule source de légitimité et de droit, ce qui explique aussi pourquoi l'UE figure à tel point comme *nemesis*, hérésie, ennemie à abattre. Sur ce sujet, les critiques de

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

l'UE étaient lors de la conférence plusieurs fois couplées à des attaques très précises contre les théoriciens des Relations Internationales américains, John Ikenberry et Joseph Nye notamment, coupables entre autres d'avoir « inventé la gouvernance globale ».

Pour autant cette « vision » reste parcellaire, résumée par des slogans (nationalistes contre « globalistes », patriotes contre cosmopolites, que l'on retrouvait par exemple dans le discours de Trump à l'AGNU) : ainsi Julius Krein de *American Affairs* par exemple regrette « l'absence de véritable débat entre nationalistes et globalistes », absence de débat qu'il attribue au fait « qu'il n'y a pas aujourd'hui, contrairement à des périodes antérieures, de globalistes sincères »¹⁰. Mais comme d'autres intervenants qui reprenaient le livre de Hazony, ses propos (comme ses écrits) restent marqués d'une confusion extrême, notamment parce qu'ils considèrent, comme Hazony, nationalisme et impérialisme comme deux pôles opposés, sans jamais faire le lien de l'un à l'autre.

Dès lors, la politique étrangère apparaît comme le domaine le plus confus de cette nouvelle offre politique, alors même qu'elle constitue un élément essentiel du credo de ces nationalistes, puisqu'ils envisagent leur combat dans le cadre d'un double affrontement à la fois interne (aux États-Unis et en Europe) et international : respectivement contre les internationalistes favorables à la gouvernance mondiale et au multilatéralisme (les « globalistes » et leurs « alliés multiculturalistes ») ; et contre ceux qui veulent la fin de l'Occident (selon eux l'Islam et la Chine). Mais les propos tenus lors de cette conférence ont été d'autant plus confus que la plupart des participants s'intéressent avant tout à la politique intérieure, et même lors de la seule table ronde consacrée à la politique étrangère, on notait plusieurs « transfuges », comme Mike Doran du Hudson, « ralliés » à Trump (« je me préoccupe de l'intérêt national américain ») mais en réalité ayant conservé pour l'essentiel leurs positions interventionnistes (comme Bolton)¹¹. En réalité, la position la plus articulée, et la plus applaudie, est venue encore une fois de Tucker Carlson, un authentique isolationniste qui envisage la politique étrangère comme la défense de l'intérêt américain défini *a minima* : sécurité du territoire, protection des frontières, défense des entreprises américaines contre la concurrence chinoise ; dans cette optique, il faut quitter le Moyen-Orient, l'idée de faire la guerre pour défendre Taiwan provoque des rires, et l'OTAN est obsolète (« pourquoi ne serait-on pas amis avec la Russie ? ») ; un « vrai allié, c'est Israël, capable de se défendre tout seul ».

RÉCEPTION, REPRÉSENTATIVITÉ ET INFLUENCE

Un exercice intellectuel en phase avec l'évolution de l'opinion américaine

Une étude récente du think tank de gauche *Center for American Progress* sur l'évolution de l'opinion américaine sur la politique étrangère, donnait trois conclusions intéressantes¹³ :

- un tiers des électeurs, soit le plus gros groupe identifié, peut être décrit comme un « bloc nationaliste » (tendance isolationniste, adhésion aux positions de Trump sur l'immigration et le commerce) ;

- la dimension générationnelle, également soulignée par d'autres études¹⁴, montre que les plus internationalistes sont dans la population vieillissante, tandis que les *Millenials* et plus jeunes pensent que les États-Unis devraient « rester à l'écart des affaires du monde » ;

- les priorités pour la politique étrangère exprimées par la majorité sont sécurité et engagement retenu (« *restrained engagement* », soit protection et contrôle).

Une autre étude basée sur un sondage, le rapport annuel du *Chicago Council on Global Affairs*, conclut, comme chaque année, que les Américains « rejettent le retrait du monde » (*Rejecting Retreat*)¹⁵. Mais si l'on examine plus finement les résultats, plusieurs nuances s'imposent. En effet, on peut souvent lire de deux manières les résultats donnés. Ainsi sur l'aide humanitaire : 47% pensent que cela rend les États-Unis « plus sûrs », 43% que cela ne change rien, et 10% que cela les rend moins sûrs : le rapport conclut que la majeure partie des Américains (47%) est pour, mais on peut aussi lire que la majorité (43 + 10 = 53%) considère que c'est inutile ou contre-productif. Idem pour l'aide économique (40% positif, 59% neutre ou négatif), ou les accords de libre-échange (45% positif, 53% neutre ou négatif). Les seuls éléments considérés négativement par une claire majorité sont les interventions militaires (46% considèrent qu'elles sont négatives pour la sécurité américaine, 25% qu'elles ne changent rien, 27% seulement pensent qu'elles ont un impact positif), les ventes d'armes, et l'augmentation de l'arsenal nucléaire américain .

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

Le « bloc nationaliste » évoqué dans la première étude se caractérise avant tout par ses positions très anti-immigration, positions qui ensuite évoluent vers une posture générale hostile à l'implication américaine dans le monde, et adhèrent à *America First* envisagée comme *Fortress America* (fermer le pays aux immigrés, au commerce, aux entreprises et à l'influence chinoises). Sans les justifier, des évolutions démographiques éclairent ces positionnements. Selon une étude du *Pew* mise à jour en 2017, la population des États-Unis née à l'étranger atteignait 44,4 millions d'habitants ; le pourcentage d'immigrants vivant aux États-Unis représentait 13,6% de la population, juste en dessous du record de 1890 à 14,8%. De 1990 à 2007, la population d'immigrants illégaux a été multipliée par trois, pour atteindre 12,2 millions en 2007. Elle est aujourd'hui estimée à 10,5 millions¹⁶. Tous ces chiffres sont proches du plus haut niveau historique de 1890 et 1910, deux moments préludes à des fièvres de nationalisme aux États-Unis, aux votes de lois des quotas, et à la période la plus isolationniste de la politique étrangère américaine (années 1920 et 1930).

Des idées peu représentées dans les think tanks et au Congrès... pour l'instant

Ces conceptions de politique étrangère sont très peu présentes dans les think tanks, à l'exception du *Cato Institute*, seul think tank isolationniste en politique étrangère, qui est financé par les frères Koch. S'il y a bien un mouvement d'opinion pour la « fin des guerres sans fin » (*end endless wars*), promu par ailleurs et de manière tonitruante par le fil twitter présidentiel, Trump rappelant de plus en plus fréquemment à l'approche de l'échéance 2020 qu'il a été élu sur cette promesse et la met en œuvre¹⁷, on ne discerne pas encore de diffusion de ces idées au sein de la communauté stratégique opérationnelle (les praticiens).

Elles se diffusent cependant dans les milieux universitaires, avec les « réalistes » à la Stephen Walt ou Barry Buzan – là aussi avec l'aide financière de la Fondation Koch, qui a distribué plus de 25 millions de dollars depuis 2015 à des centres universitaires pour renouveler les approches de la grande stratégie américaine. Cette même approche a récemment conduit à la création du *Quincy Institute* (en référence à l'avertissement de John Quincy Adams qui voulait prévenir l'Amérique contre la tentation « d'aller à l'étranger en quête de monstres à

détruire ») : ce nouveau think tank doit être inauguré cet automne et a fait la Une car associant dans ses soutiens Charles Koch et George Soros, chacun à un bout du spectre politique américain, dans le but de « faire émerger un blob alternatif »¹⁸.

On constate l'écho de ces positions aussi bien à droite (trumpistes, Breitbart, Carlson), mais aussi à gauche, notamment par la voix de Tulsi Gabbard (mais cette tendance porte bien au-delà des seuls soutiens de cette candidate marginale à la primaire), même si l'establishment washingtonien de politique étrangère, qui conseille tous les candidats sauf Gabbard et Sanders, ne suit pas¹⁹. Le débat démocrate du 15 octobre, en pleine opération turque en Syrie, a montré le malaise et l'ambivalence des candidats démocrates sur la question de l'intervention militaire, qui oppose les « centristes » aux « progressistes » du parti.

Côté républicain, si les élus (surtout au Sénat, un peu moins à la Chambre) continuent de représenter l'ancien consensus internationaliste en politique étrangère, loin des positions de Trump dont ils critiquent la ligne politique, les choses pourraient évoluer, en raison du nombre record de départs de membres du Congrès à la retraite côté républicain, qui annonce un renouvellement du parti en faveur d'un trumpisme tous azimuts (popularité du président et découpages des circonscriptions)²⁰. Il faut écouter le propos de Tucker Carlson dans son émission quotidienne, deuxième show en termes d'audience nationale (juste derrière Sean Hannity, également sur *Fox News*) pour saisir le décalage entre le Washington politico-médiatico-think tankiste, et une grande partie de l'opinion²¹.

DIMENSIONS TRANSNATIONALES ET MULTIPLICATEURS DE FORCE

Il y a plusieurs dimensions transnationales de ce mouvement américain, qu'il sera utile de suivre et creuser le cas échéant car certains constituent des multiplicateurs de force potentiels.

Transatlantique

On a mentionné la double particularité de la référence à l'Europe : hostilité viscérale envers l'UE comme symbole abouti de la politique

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

« globaliste » (construction supranationale), mais aussi affinités et alliance recherchée avec les « civilisationnistes européens ». Le « salut viendra de l'Est et de Rome » a répété ainsi l'un des participants, tandis que plusieurs autres citaient des auteurs européens... et tout particulièrement français. Parmi les « intellectuels » français cités, on a relevé Renaud Camus, Michel Houellebecq, Ivan Rioufol, mais aussi Emmanuel Todd pour sa critique de la politique étrangère américaine « impérialiste » que les nationaux-conservateurs américains découvrent et utilisent pour critiquer les élites américaines passées. Au-delà, des échanges en marge de la conférence attestent de la fréquence des contacts avec les partis européens d'extrême droite (notamment l'AFD et certains proches de Salvini – non spécifiés – pour les jeunes journalistes de First Things lors du dîner d'ouverture, Marion Maréchal rencontrée par Julius Krein lors de son passage à Paris) ; par ailleurs, le seul étranger invité était le Polonais Ryszard Legutko. Ces contacts transatlantiques circulent également par des réseaux catholiques conservateurs qui ont des liens au Vatican et dans plusieurs pays d'Europe.

Pan-américanisme

Malgré les affinités évidentes avec Bolsonaro et le rôle de Bannon dans l'organisation fin 2018 d'un Sommet conservateur des Amériques, ces aspects ont été peu évoqués dans une conférence sans doute trop marquée par son tropisme anti-immigrants hispaniques.

Axe évangélique

Israël a sans doute été le pays le plus évoqué par les participants, pour des raisons diverses (État-nation idéal pour Hazony, allié idéal dans la partie consacrée à la politique étrangère, seule démocratie du Moyen-Orient...). Cette affinité, caractéristique du mouvement évangélique américain depuis plusieurs décennies, doit aussi être comprise au-delà, car cette position pro-Israël rassemble aujourd'hui pour des raisons variées et souvent opportunistes : hostilité aux « libéraux » (au sens américain de « gauchistes »), accusés d'être trop pro-palestiniens, pas assez pro-Israël, ou de vouloir se réconcilier avec l'Iran ; hostilité à l'Islam en général ; plus largement, pour les populistes en général, le rapprochement avec Israël « protège » des accusations d'antisémitisme.

* * *

Pour conclure, il convient de souligner plusieurs points :

Les fondamentaux, ce qui ne changera pas chez les nationaux-conservateurs après ou sans Trump :

- le constat d'un ordre international qui ne sert plus les intérêts américains et qu'il convient de réformer (dynamiter, selon Trump) ;

- une partie de l'opinion ne croit plus que la politique étrangère serve ses intérêts : nécessité de renouer le lien avec la politique intérieure et surtout les classes moyennes et populaires ;

- un rejet des interventions militaires sauf si l'intérêt national est directement menacé ;

- une ambivalence profonde ou au moins une réévaluation des alliances et des alliés.

Malgré ces éléments de consensus, la politique étrangère reste la faiblesse de ce mouvement, dont témoigne l'absence de cadres, penseurs et donc futurs praticiens, alors qu'aux États-Unis l'adage est bien connu selon lequel « *personnel is policy* ». Certains dans cette mouvance tentent de remédier à cela : ainsi, bien que traditionnellement la politique étrangère ne constitue pas un objet pour le Claremont, l'Institut multiplie désormais les sessions de formations en direction de nouvelles cibles, dont les assistants parlementaires et journalistes, avec des thèmes qui désormais abordent aussi la relation avec l'extérieur. Il convient bien sûr de suivre l'évolution de la Edmund Burke Foundation, ainsi que du *Quincy Institute*.

Restent les ambivalences du mouvement, et de l'opinion américaine, sujets à conserver dans notre radar. En premier lieu, les États-Unis peuvent-ils renoncer à l'hégémonie comme posture à l'international ? C'est aussi la question posée par la référence à l'isolationnisme. La place de l'exceptionnalisme lui est aussi liée. Le sénateur Josh Hawley, dans son discours de cloture, a semblé vouloir, comme Trump, tourner la page de la dimension missionnaire de la politique étrangère américaine (« *America is not going to become the rest of the world, and the rest of the world is not going to become America* »). Cette question est récurrente dans les soubresauts de l'histoire des États-Unis et constitutive de leur identité, de leur rapport au monde et de leur politique étrangère. Mais

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

les États-Unis peuvent-ils être une puissance normale ? C'est aussi l'enjeu de la présidence Trump, et s'il est réélu, il faudra accepter que c'est ce que l'Amérique est devenue.

Pour le Claremont, comme pour les nationalistes qui entendent revenir aux origines du pays, cela signifie renouer avec George Washington et son rejet des « alliances contraignantes ». Au-delà, il s'agirait de revenir à la politique étrangère américaine du premier siècle de l'existence du pays, fondée sur la nécessité de la puissance économique et donc sur une politique commerciale agressive, dans le but de défendre la base manufacturière et l'emploi américains, mais aussi sur un impérialisme économique à la McKinley qui mette la force de l'État à la rescousse des entreprises américaines, à l'intérieur comme à l'international – cet « impérialisme privé » proprement américain, symbolisé par la politique asiatique au XIX^e siècle, et par la *United Fruit* en Amérique latine jusqu'à la Seconde Guerre mondiale²².

Mais tous n'envisagent pas la politique internationale comme une simple « compétition géoéconomique ». Comme indiqué supra, le conservatisme national revendique également la dimension idéologique de la compétition internationale, invoquant une double « guerre globale des idées » opposant l'Occident au reste du monde, mais opposant aussi à l'intérieur de l'Occident nationalistes et globalistes.

Ainsi, le sénateur Hawley, encore lui, dénonçait dans un discours récent « l'idéologie globaliste dominante dans de nombreux pays européens, notamment l'Allemagne et la France d'Emmanuel Macron », idéologie désignée comme « progressisme transnational », vision « post-souverainiste », ou « universalisme progressiste »²³. Répétant que le but de la politique étrangère américaine n'est plus de transformer le monde, il mettait l'accent sur la fondation du pays, « construit et développé par les travailleurs, les classes moyennes », plaidant pour un « ordre international respectant notre caractère national, qui est d'être une nation avant tout commerciale ». Or, « une nation commerciale ayant besoin d'accès aux marchés dans toutes les régions du monde », Hawley concluait donc en indiquant que ce n'était possible que « si aucune région n'est contrôlée ou développée par une autre puissance », et que la politique étrangère américaine devait donc empêcher toute autre puissance hégémonique, en particulier sur l'Europe et l'Asie.

Cette phrase rappelle furieusement un document stratégique de 1992, premier document du Pentagone après la fin de la guerre froide émanant de Dick Cheney et Paul Wolfowitz (deux hommes que l'on retrouvera dans l'administration de George W. Bush en 2001), qui déclarait que le but de la stratégie américaine devait désormais être « d'empêcher l'émergence d'une superpuissance rivale ». Cet accent géopolitique évoquant les théories de McKinder est présent dans nombres de textes récents et actuels émanant notamment des néoconservateurs très préoccupés par le contrôle de l'Eurasie. Hawley concluait son discours fondateur sur une stratégie aux accents de *containment* (endiguement), cette fois à l'encontre de la Chine, dont « la volonté de domination constitue la plus grave menace sécuritaire pour les États-Unis dans ce siècle ». Ce discours est proche de celui de Tom Cotton ou Nikki Haley, autres figures emblématiques de la jeune garde républicaine et prétendants à la succession de Trump, qui continuent par ailleurs comme Hawley de faire allégeance totale au président actuel tout en développant un discours ambigu à l'international, discours qui séduit les républicains plus classiques, y compris néoconservateurs. Un discours très loin de celui de l'isolationniste Carlson. Ce débat-là n'est donc pas encore tranché.

NOTES :

1 : Zach Beauchamp, « Trump and the dead end of conservative nationalism », *Vox*, 17 juillet 2019.

2 : « *The main threat today to the way you want to live your life is not the government anymore it's the private sector* ».

3 : Voir Maya Kandel, « Le tribalisme, stade ultime de la polarisation », *Les carnets du CAPS*, n°28, Printemps 2020.

4 : Jacob Heilbrunn, « National Conservatism: Retrofitting Trump's GOP with a Veneer of Ideas », *New York Review of Books*, 18 juillet 2019.

5 : Un point notable fut la coïncidence (ce même weekend du 14 juillet 2019) avec les sorties de Trump contre quatre élues démocrates de couleur du Congrès (Alexandria Ocasio-Cortez, Ilhan Omar, Ayanna Pressley et Rashida Tlaib, aussi baptisées

Le national-conservatisme, avenir du parti républicain ? (après Trump)

« the squad »), à qui le président a déclaré qu'elles n'avaient qu'à « rentrer chez elles » si elles trouvaient les États-Unis si critiquables. Cette sortie présidentielle a donné naissance à un nouveau cri de ralliement inauguré par Trump dans ses rallies de campagne : après le « Lock her up » de 2016 (« enfermez-la » -- Hillary Clinton), Trump lance désormais des « Send them back », également repris en chœur par la foule de ses supporters. Aucun participant à la conférence n'a voulu commenter, mais cela explique aussi le rappel de Brog en introduction.

6 : Blandine Chelini-Pont, « Catholic Colonization of the American Right », in Marie Gayte, Blandine Chelini-Pont, Mark J. Rozell, (Eds.), *Catholics and US Politics After the 2016 Elections*, Palgrave, 2018. Blandine Chelini-Pont, *La droite catholique aux États-Unis, de la guerre froide aux années 2000*, PUR, 2013.

7 : Peter Berkowitz, « Criticisms Illustrate Need for State Dept. Human Rights Panel, Real Clear Politics », 15 septembre 2019.

8 : Discours de Mike Pompeo, « Being a Christian Leader », 11 octobre 2019 (sur www.state.gov/being-a-christian-leader).

9 : Christopher Lamb, « Bannon and Burke: the end of an unholy alliance », *The Tablet*, 4 juillet 2019.

10 : Julius Krein, « The Three Fusions, American Affairs », *americanaffairsjournal.org*, 2018.

11 : Voir la typologie de Aaron Sibarium dans « National Conservatism : A guide for the Perplexed », *The American Interest* : Les nationalistes (uniquement) rhétoriques, les conservateurs statistes (convertis à l'action de l'État), et les nationalistes sincères.

12 : Voir son livre, *Ship of Fools*, Free Press, 2018.

13 : Center for American Progress, *America Adrift : How the US Foreign Policy Debate Misses What Voters Really Want*, mai 2019.

14 : Trevor Thrall, « The Clash of Generations and American Foreign Policy », *War on the Rocks*, July 2018 : « 47% of Millennials (those born between 1981 and 1996) think the United States should “stay out” of world affairs and only 51% think the country should “take an active part” in them. This is compared to well over 70% of the Baby Boomers (those born between 1946 and 1964) and the Silent Generation (those born between 1928 and 1945), who favor an active role for the United States ».

15 : Chicago Council on Global Affairs, *Rejecting Retreat*, Rapport 2019.

16 : Pew : *Key findings about US immigrants*, 17 juin 2019.

17 : Une majorité écrasante d'Américains considèrent que les guerres en Irak et Afghanistan ne valaient pas la peine : cf. étude Pew : *Majorities of U.S. veterans, public say the wars in Iraq and Afghanistan were not worth fighting*.

18 : Beverly Gage, « The Koch Foundation Is Trying to Reshape Foreign Policy. With Liberal Allies », *New York Times*, 7 octobre 2019. Son but : « provide a petri dish in which to grow an alternative Blob ».

19 : « Tulsi Gabbard Thinks We're Doomed », *New York Times*, 2 août 2019.

20 : Josh Kraushaar, « Trumpism Will Last Long After Trump Leaves Washington », *New York Times*, 8 septembre 2019.

21 : Tucker Carlson, dont le nom est parfois évoqué comme candidat à l'élection 2024 – le type de rumeurs dont raffole DC, mais Carlson semble en effet représenter la parfaite figure de « l'homme politique » post-Trump.

22 : Maya Kandel, *Les États-Unis et le monde, de George Washington à Donald Trump*, Paris : Perrin, 2018.

23 : Senator Hawley's Speech on Rethinking America's Foreign Policy Consensus (site du sénateur), 12 novembre 2019.